

Jean-Louis Crémieux-Brilhac: « Son action individuelle a marqué le siècle »

Entretien

L'historien avait rencontré Stéphane Hessel à Londres en 1942. Une amitié était née. Elle a duré plus de soixante-dix ans. Il rappelle qui était ce diplomate engagé.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JACQUES DE SAINT-VICTOR

LE FIGARO - Quels souvenirs gardez-vous de Stéphane Hessel que vous avez rencontré à Londres lorsque vous étiez tous les deux auprès du général de Gaulle ?

Jean-Louis CRÉMIEUX - C'est de là qu'est née notre amitié qui n'a jamais cessé depuis. Nous avons été comme des frères depuis soixante-dix ans. Stéphane Hessel était un homme plein de charme et d'une très haute conscience citoyenne. Il a joué un rôle remarquable en s'engageant dans la France libre et en devenant l'adjoint du chef du BCRA, les services secrets gaullistes. Il a ensuite été volontaire en 1944 pour une mission en France afin de mieux organiser les transmissions clandestines radio entre Londres et la France, notamment dans la perspective du Débarquement. C'est à cette occasion qu'il a été arrêté et déporté en Allemagne à Buchenwald.

Que peut-on retenir de son passé dans la Résistance ?

Il se distingue de ces résistants qui ont en suite exploité leur parcours pour faire une carrière politique. Stéphane Hessel a tout jours eu une vocation politique, il était ouvertement de gauche mais il n'a jamais appartenu à un parti politique, sauf peut-être vers la fin de sa vie. Mais ce que je retiens surtout de son combat, c'est qu'il aura été le prototype du citoyen dont l'action individuelle a marqué son siècle. D'ailleurs, après la guerre, il a eu une remarquable carrière administrative. Nous avons été tous les deux au cabinet de Pierre Mendès France ou nous étions un certain nombre à espérer pouvoir renouveler la IV^e République de l'intérieur. Il a aussi été un des animateurs du Club Jean Moulin qu'on peut considérer aujourd'hui comme l'ancêtre de nos modernes think tanks. Il a toujours défendu une *via media* entre les dérives parlementaires de la IV^e Républ

que et les tentatives autoritaires de certains amis du général de Gaulle. Il était favorable à une démocratie efficace mais ne tombant pas dans les travers monarchiques.

L'homme est surtout connu pour son petit pamphlet *Indignez-vous*. Qu'en avez-vous pensé ?

Si j'ai quelques réserves sur le fond de cet ouvrage, qui a eu un succès colossal en

qu'en l'individu. Cette petite plaquette a rempli ce vide en soulignant combien il était encore nécessaire de croire dans l'action collective.

Qu'est-ce qui ne vous a pas convaincu sur le fond dans ce libelle publié dans une centaine de pays et qui a inspiré les « Indignados » en Espagne ou « Occupy Wall Street » aux États-Unis ?

Que voudriez-vous retenir de l'homme ?

J'ai toujours été un grand admirateur de son esprit citoyen et en même temps de son ouverture cosmopolite. Il n'y a pas d'exemple d'un personnage ayant eu une action aussi novatrice et bien connue sur le plan des droits de l'homme, tout en ayant toujours été proche du terrain. Diplomate extrêmement actif, il aura été en poste aux moments cruciaux de l'après-guerre, notamment à Saigon ou à Alger. Il s'est aussi beaucoup investi dans le secteur de la coopération, partisan d'une politique plus généreuse avec le tiers monde. Il était convaincu que ce siècle verrait le relèvement de l'Afrique. Il était enfin et surtout un homme plein de charme dans les rapports privés et d'une très grande culture, philosophe de formation, grand amateur de poésie. Je le regrette, peu d'hommes peuvent se vanter d'avoir autant marqué leur siècle par leur simple action individuelle. ■

Ce que je retiens surtout de son combat, c'est qu'il aura été le prototype du citoyen dont l'action individuelle a marqué son siècle. D'ailleurs, après la guerre, il a eu une remarquable carrière administrative. »

France et dans le monde et qui a transformé son auteur en une véritable vedette planétaire, il faut aussi admettre que ce succès mondial a traduit un vide politique très significatif. Au fond, notre monde contemporain souffre d'une désaffection du politique. On ne croit plus

Je n'en partage pas l'optimisme excessif. Stéphane Hessel laisse entendre que tout ce qui est souhaitable est possible. Nous y avons cru durant la France libre. C'est un beau rêve. Mais je crois aujourd'hui que les choses sont un peu plus complexes. Trop d'illusions sont parfois trompeuses.



DES SENS DUBRIZ



JEAN-PIERRE ROBIN

DE NATURE ENVIEUSE, le Gaulois est prompt à porter aux nues les expériences étrangères. Et depuis quelques années l'Allemagne est perçue comme le « modèle » à suivre. Journaliste au mensuel *Alternatives économiques*, Guillaume Duval s'en agace à juste titre. D'autant

Bibliothèque des essais

que l'exercice d'admiration vis-à-vis de notre puissant voisin se concentre généralement sur les réformes du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, le fameux Agenda 2010 d'inspiration libérale. Avec d'un côté une profonde libéralisation du marché du travail et de l'autre la refonte de la fiscalité, au bénéfice des entreprises et de l'appareil productif germanique.

Guillaume Duval a raison de rappeler que les spécificités et la solidité de la première économie de la zone euro ne datent pas de Schröder. Il en énumère les attributs : des relations sociales structurées et centralisées, l'ouverture d'un marché du travail qui a le culte de la compétence professionnelle bien plus que des diplômes, la bonne entente des partenaires sociaux au sein des entreprises, un réseau d'entreprises moyennes, souvent familiales et toujours très exportatrices, etc. Tels sont les véritables atouts du premier partenaire de la France, qui aurait tout intérêt à s'en inspirer.

La thèse du livre consiste à démontrer que Gerhard Schröder, apôtre de la déréglementation et de la remise en cause des acquis sociaux, aurait contribué à affaiblir le système et le consensus social. L'auteur n'en veut pour preuve que l'accroissement réel des inégalités

et les salaires de misère dans un pays qui n'a pas de smic. Ce dernier observe que le marché du travail est malgré tout resté « inflexible », pendant la grande période de récession de 2008-2009 ou les employeurs allemands ont gardé leurs employés quand la France et les pays d'Europe du Sud licencient à tout va. « Dans la crise, les vieilles habitudes ont repris le dessus et les patrons n'ont pas osé renvoyer leurs salariés », a la Bundesagentur für Arbeit, le Pôle emploi allemand, ironise Duval. Ce qui montre à tout le moins que l'aggiornamento voulu par le prédécesseur d'Angela Merkel n'a pas détruit « l'économie sociale de marche » qui est la marque du capitalisme rhénan et de ses succès depuis 1945.

Le livre est plus convaincant lorsqu'il explique comment l'Allemagne reunifiée a utilisé l'ouverture à l'Est pour se constituer une sorte d'« hinterland » de sous-traitants bon marché. De même « l'Allemagne d'Angela Merkel a tiré profit de la crise de l'euro » bénéficiant de taux d'intérêt très bas et d'un taux de change plus favorable à ses exportations. Tout cela n'est pas faux. Mais les Français n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes faute d'avoir compris la véritable portée de l'euro qui était de faciliter les échanges et la concurrence au sein de l'Europe.